

excessifs que le rapport Batten accuse les magasins à succursales d'exiger dans les Prairies?

L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations): Nous espérons nous rencontrer en Saskatchewan à la fin du mois, lors de la conférence des procureurs généraux, en faisant coïncider les dates. Mais les projets antérieurs ayant échoué, des membres de mon personnel sont en communication avec leurs homologues provinciaux, pour fixer la date d'une future réunion.

M. Korchinski: Comme l'Association des consommateurs du Canada prétend que la direction des coalitions du gouvernement fédéral ne disposait pas de tous les renseignements nécessaires au temps de ses constatations fondées sur une étude du rapport Batten, la situation sera-t-elle étudiée davantage ou tiendra-t-on compte, avant de le faire, des entretiens qui doivent avoir lieu entre le ministre et ses homologues provinciaux?

M. Basford: L'insinuation dont parle le député n'est pas exacte.

LA FORMATION DU COMITÉ MIXTE DE LA STABILITÉ DES PRIX

Mme Grace MacInnis (Vancouver-Kingsway): Le ministre peut-il nous dire quand le comité permanent mixte de la stabilité des prix, des revenus et de l'emploi sera établi?

L'hon. M. Basford: Il est question de l'établissement de ce comité dans le document sur la politique pour la stabilité des prix que j'ai déposé à la Chambre le 20 décembre. Comme je l'avais alors dit, je consulte les divers groupes économiques intéressés, en vue d'obtenir leur opinion sur le Livre blanc et je compte que ces consultations prendront fin le mois prochain.

Mme MacInnis: Ce n'est pas la réponse à la question que j'ai posée, monsieur l'Orateur. J'ai demandé au ministre s'il pouvait nous dire quand le comité serait établi.

M. Basford: Le Livre blanc disait clairement que les politiques énoncés devaient servir de base à des consultations, qui se poursuivent maintenant.

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Vu l'intérêt que suscite cette question, le ministre consentirait-il à faire une déclaration

[M. Korchinski.]

à la Chambre après sa rencontre avec les ministres des trois provinces de l'Ouest dont il nous a parlé dans sa réponse antérieure?

L'hon. M. Basford: J'y songerai après mes entretiens avec eux.

LES AFFAIRES INDIENNES

MOOSE FACTORY (ONT.)—LE REMPLACEMENT DU DIRECTEUR DE L'HÔPITAL

M. Ralph Stewart (Cochrane): Je veux poser une question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social—je signale que d'ordinaire je prendrais d'autres moyens pour obtenir des renseignements, mais comme les intéressés dans l'affaire de Moose Factory, en Ontario, ont choisi d'exposer la question à Radio-Canada, hier soir, je me sens forcé à demander si le ministre a l'intention, comme le lui ont conseillé les pétitionnaires de Moose Factory, de remplacer le directeur médical de l'hôpital, un certain docteur Bridges, qu'ils traitent de coloniste, par un médecin canadien qui comprendrait les problèmes des gens de la région.

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Je n'ai pas vu l'émission télévisée dont parle le député, je ne peux donc pas dire sur-le-champ si la question est urgente ou non. Cependant, d'après moi, c'est le genre de question qu'il convient de discuter à dix heures.

LA FORMATION PROFESSIONNELLE

LE REFUS D'ASPIRANTS POUR DES RAISONS DE LANGUE

M. P. V. Noble (Grey-Simcoe): Monsieur l'Orateur, je demande au ministre du Travail si, pour le programme de recyclage de huit semaines destiné aux adultes, au collègue George Brown de Toronto, on refuse des aspirants aux 29 places libres parce qu'ils ne maîtrisent pas parfaitement l'anglais?

M. l'Orateur: Cette fois encore, si le député pense qu'il y a urgence, la question pourrait être débattue lors de l'ajournement ce soir.

LES ÉDIFICES DU PARLEMENT

L'ÉDIFICE DE L'OUEST—LA TRANSFORMATION EN SALLES DE RÉUNION DES COMITÉS

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): Puis-je adresser une question au ministre des Travaux publics? Le gouvernement songe-t-il à